Organiser la conformité en matière de GST

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La déclaration de GST d'une entreprise d'actifs numériques ne vaut que par les données qui l'alimentent. Elle exige le montant total des opérations au taux normal, des opérations au taux zéro, des opérations exonérées, des achats taxables, de la taxe déductible demandée et des opérations soumises à l'autoliquidation (reverse charge), chacun en dollars de Singapour. Une entreprise dont les opérations sont libellées en jetons doit convertir chaque transaction au moment de l'opération à un taux de change accepté par l'IRAS (l'administration fiscale singapourienne). Selon le Guide, il s'agit de tout taux raisonnable provenant d'une source vérifiable et appliqué de manière constante.[1] Le système comptable doit donc saisir le taux au moment de la transaction et non en fin de mois, car les cours des jetons varient trop pour qu'une moyenne mensuelle soit défendable.

L'Assisted Compliance Assurance Programme de l'IRAS et sa pratique des contrôles GST traitent le secteur financier comme un secteur à haut risque en raison de l'assujettissement partiel. Une entreprise de DPT doit s'attendre à un contrôle dans les trois premières années suivant son immatriculation. Elle a intérêt à tenir une méthodologie écrite d'assujettissement partiel, un registre au niveau des transactions qui rattache chaque opération à sa catégorie GST et un rapprochement entre les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

enregistrements de la blockchain, le grand livre interne de la plateforme d'échange et la déclaration de GST. Les mêmes enregistrements servent au calcul de l'impôt sur le revenu et aux déclarations CARF décrites au chapitre VII de la présente partie. L'investissement n'est donc fait qu'une fois et sert trois fois.

Liste de contrôle

Séquence de décision GST pour une entreprise singapourienne d'actifs numériques : - Le jeton est-il un DPT au sens de la définition GST (unité, fongible, sans rattachement à une monnaie, moyen d'échange) ? - Si oui : l'échange contre de la monnaie fiduciaire ou d'autres DPT est exonéré ; l'utilisation comme moyen de paiement n'est pas prise en compte ; taux zéro si le client est rattaché à l'étranger. - S'il s'agit d'un stablecoin adossé à une monnaie fiduciaire : exonéré en tant que dérivé ; l'utilisation comme moyen de paiement est une opération exonérée du payeur. - S'il s'agit d'un jeton-titre (security token) : service financier exonéré. - S'il s'agit d'un jeton utilitaire ou d'un NFT : taxable comme prestation de services ou livraison de biens, les règles sur les bons peuvent s'appliquer. - Des services d'intermédiaire sont-ils fournis ? Les commissions et marges sont taxables, au taux zéro pour les clients rattachés à l'étranger. - L'entreprise est-elle partiellement assujettie ? Appliquer le test de minimis, à défaut répartir la taxe déductible. - Des services sont-ils achetés à l'étranger ? L'autoliquidation s'applique à la part non récupérable. - Des services à distance sont-ils fournis depuis l'étranger à des consommateurs singapouriens ? L'immatriculation comme fournisseur étranger (overseas vendor) peut être requise.

Notes

1. IRAS, e-Tax Guide *GST: Digital Payment Tokens*, troisième édition, 30 janvier 2026, section relative à l'évaluation des opérations et aux taux de change (taux raisonnable et vérifiable appliqué de manière constante ; valeur de marché des biens et services fournis contre des DPT). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com